

Pouvoir adjudicateur

Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé – **ANSM**
143/147 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis CEDEX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES

**MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE
PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)
DANS LES CADRE DES TRAVAUX DE REHABILITATION DU SITE DE
SAINT-DENIS DE L'ANSM**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

PROCÉDURE N°2025-022-PAM-DAF-ANSM

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PRESENTATION DE L'AGENCE	3
ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 4 : DUREE D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 5 OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES	5
ARTICLE 6 MODIFICATIONS DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN	6
ARTICLE 7 : PRIX.....	7
ARTICLE 8 MODALITES DE REGLEMENT.....	8
ARTICLE 9 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
ARTICLE 10- CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE	13
ARTICLE 11 : PENALITES	13
ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE.....	14
ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	15
ARTICLE 14 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	19
ARTICLE 15 : RESILIATION	19
ARTICLE 16 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
ARTICLE 17 : LITIGES ET TRIBUNAL COMPETENT	20
ARTICLE 18 : DÉROGATIONS AU CCAG- PI	21

PRESENTATION DE L'AGENCE

L'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé) est un établissement public sous tutelle du ministère de la Santé. Elle est chargée d'évaluer, contrôler et surveiller les médicaments et produits de santé en France, tout au long de leur cycle de vie.

Ses actions visent à garantir la sécurité des patients et à encadrer l'accès à l'innovation.

Elle dispose de trois sites : Saint-Denis (siège), Lyon et Vendargues

ARTICLE 1 : OBJET

1.1 Objet

Le marché a pour objet la réalisation d'une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs en conception et réalisation relative à une opération de travaux de réhabilitation du site de Saint-Denis.

Cette opération est considérée comme une opération de 1^{ère} catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du Code du travail.

Le niveau de compétence requis pour la conception et la coordination de l'opération est par conséquent le niveau 1.

Le contenu des prestations est détaillé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

1.2 Procédure

Le marché est passé selon une procédure formalisée en application des articles R2124-2 L 2124-2 et R.2124-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de services se référant au Cahier de Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) en vigueur.

1.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande, conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de sept cent mille (700 000) euros hors taxes, sur toute sa durée, reconductions comprises.

1.4 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

1.5 Prestations similaires

L'ANSM se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement de l'accord-cadre compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il sera possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au titulaire.

La durée pendant laquelle un nouveau marché public pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché public est conclu pour une **durée initiale d'un an** et prend effet à compter **de la date de notification**.

A date anniversaire du marché, le marché public pourra être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction du marché public ne peut être refusée par le Titulaire.

En cas de non reconduction, le Titulaire est informé par l'ANSM au moins un mois avant l'échéance du marché public. Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché public.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les documents contractuels régissant ce marché public, sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.);
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) ;
- Le C.C.A.G. marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G PI) selon l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La ou les déclarations de sous-traitance (formulaire DC4), le cas échéant ;
- Les bons de commande émis lors de l'exécution du marché ;
- L'offre technique du titulaire comprenant notamment le cadre de réponse technique (C.R.T) ;
- Tout document remis avec l'offre, à l'exclusion des stipulations contraires aux documents précités/

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique font foi.

NB : les conditions générales du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché public, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

La signature par le titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant le marché public et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

ARTICLE 4 : DUREE D'EXECUTION

4.1 Durée d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du C.C.A.G.-P.I., les délais d'exécution du bon de commande commencent à courir à compter de la date de démarrage inscrite dans le bon de commande. A défaut de mention du point de départ des prestations dans le bon de commande, les délais d'exécution commencent à courir à la date de notification du bon de commande.

Les bons de commande émis avant la fin de l'accord-cadre peuvent se poursuivre après cette date, jusqu'à leur achèvement complet.

Pour chaque phase de travaux, la mission du coordonnateur SPS se poursuit jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

4.2 Prolongation des délais d'exécution

En cours d'exécution du marché, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'ANSM au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.

Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution, par LRAR et/ou par courriel électronique avec accusé de réception aux contacts ANSM désignés dans le présent CCAP.

Le Titulaire dispose d'un délai de 24h pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de réalisation de la prestation et/ou de remise du livrable concerné.

L'ANSM notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

4.3 Réunion de lancement

Dans les 15 jours qui suivent la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée entre le titulaire et l'ANSM. Lors de cette réunion seront abordés le calendrier d'exécution des prestations, ainsi que l'ensemble des détails de l'opération.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

5.1 Obligations générales du Titulaire

En complément du présent CCAP, le Titulaire, en sa qualité de professionnel, s'engage à faire toute diligence et à tout mettre en œuvre pour remplir sa mission conformément aux intérêts de l'ANSM.

Le Titulaire :

- constitue une équipe de personnels formés en conformité avec les exigences de l'ANSM pour l'exécution de la prestation ;
- veille et contrôle le maintien constant des compétences ;
- maintient une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes le cas échéant en termes de nombre.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre pour réaliser la prestation pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le Titulaire est responsable de son personnel et/ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances (même si ceux-ci se déplacent dans les locaux de l'ANSM), et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du Titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements, etc...) même si ceux-ci se déplacent en dehors et dans les locaux de l'ANSM ; il ne peut pas exister de lien de subordination entre le personnel du Titulaire et l'ANSM. De même, les dégâts de toute nature, occasionnés lors de l'exécution des prestations sont à sa charge.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

La responsabilité du Titulaire ne peut être recherchée que pour l'indemnisation des dommages directs et prévisibles résultant d'un manquement à ses obligations contractuelles, lesquels n'incluent pas les préjudices dont la survenance n'est pas exclusivement liée à la mauvaise exécution ou l'inexécution du présent marché. Tout dommage subi par un tiers est un dommage indirect et ne donne pas lieu en conséquence à indemnisation.

Dans l'hypothèse où la responsabilité du Titulaire serait engagée par suite de l'inexécution ou de la mauvaise exécution du marché, ou pour toute autre cause de son fait, le montant de l'indemnisation globale et cumulée, toutes causes confondues, principal, intérêts et frais, auquel le Pouvoir Adjudicateur pourrait prétendre, est limité au préjudice direct et prévisible subi par le Pouvoir Adjudicateur sans pouvoir excéder 50% du montant total HT annuel du marché.

Les limitations mentionnées ci-dessus ne s'appliquent pas en cas de faute dolosive, de faute lourde, de dommage corporel ou manquement qui contredit la portée de l'obligation essentielle lui incombant ou qui la vide de toute substance. Le titulaire ne saurait se prévaloir, pour éluder sa faute, de tout fait, même non fautif, commis par ses sous-traitants.

Si des problèmes relationnels surviennent en cours d'exécution du marché, l'ANSM, après une réunion avec le Titulaire du marché, peut demander le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations.

ARTICLE 6 MODIFICATIONS DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché en cas d'évolution technique ou réglementaire impactant l'exécution du marché et impliquant l'adjonction de nouvelles prestations au marché.

En outre, la mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

- Augmentation du volume des prestations dans les conditions définies au R2194-2 et R2194-3 ;
- Réduction du volume des prestations et/ou interruption et/ou suppression de prestations de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la prestation décidée par l'ANSM ;
- Intégration de nouvelles missions ou modifications techniques des prestations dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles mobilisées dans le cadre du marché et dans la limite de 20% du montant total estimatif HT ;

Toute modification doit, préalablement à sa mise en œuvre, être transmise à l'ANSM accompagnée d'une proposition comportant :

- une solution technique (mentionnant les délais et les modalités d'organisation et de mise en œuvre envisagées)
- une offre financière et les impacts calendaires sur le marché.

L'acceptation de la modification se fait par décision unilatérale de l'ANSM.

À compter de la réception par l'ANSM de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai de 10 jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, l'ANSM n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification.

Si l'ANSM émet des observations ou pose des conditions, le titulaire disposera d'un délai de 10 Jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, l'ANSM dispose d'un délai de 5 jours calendaires ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part de l'ANSM vaudra refus de la modification.

En cas de minoration du montant du contrat, le titulaire n'a pas droit à être indemnisé, notamment du manque à gagner.

ARTICLE 7 : PRIX

7.1 Contenu du prix

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais afférents à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et doit élaborer ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix applicables au titre du présent marché sont ceux indiqués dans l'annexe financière.

Le prix comprennent les frais de fourniture, de livraison et de pose et les charges sociales et impôts y afférents.

7.2. Forme des prix

L'accord-cadre est traité à prix unitaires.

7.3. Modalités de révision des prix

Hors cas de force majeure ou d'imprévision, les prix pratiqués à la date de début du marché sont ensuite révisables à la hausse comme à la baisse chaque année, à date d'anniversaire du marché et en cas de reconduction tacite après écoulement de la période ferme du marché.

La révision est effectuée en application de l'article R2112-13 du code de la commande publique et dans les conditions suivantes dispositions suivantes :

Les prix sont révisables et établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres initiales. Ce mois est appelé le « mois zéro » (M0).

Cette révision s'effectue annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * [0,15 + 0,85 * (\text{Syntec REV} - N / \text{Syntec REV} - N_0)]$$

ICHT-N Syntec= Mesure l'évolution du coût de la main d'œuvre, essentiellement intellectuelle, pour des prestations

Dans laquelle :

P : prix révisé,

P₀ : prix du mois M0,

Syntec REV : dernier indice **définitif connu à la date de révision des prix**,

Syntec REV : Indice du mois M0.

Modalités :

La révision intervient à la demande exclusive du titulaire. Pour l'ensemble des parties, elle doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), ou simple courriel (à l'adresse suivante : marchespublics@ansm.sante.fr) **30 jours calendaires** avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra. Si elle sous forme postale, la demande du titulaire doit être adressée à la Direction de l'Administration et des Finances de l'ANSM située à Saint Denis (voir l'adresse complète à l'article 1 du CCAP).

Toute demande de révision réceptionnée par l'ANSM postérieurement au délai indiqué ci-dessus peut être rejetée, le cachet de la poste ou la date de réception du courriel faisant foi.

Toute augmentation des tarifs doit être dûment justifiée. Le Titulaire ne peut prétendre à une augmentation de ses tarifs pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

En cas de demande de révision, il appartient au titulaire de communiquer à l'ANSM une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document doit faire mention des variations en pourcentage par prestation d'une année sur l'autre dans le respect des modalités de calculs définies au présent article.

En cas de désaccord sur les résultats, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé par télécopie ou par courriel 15 jours calendaires au plus tard avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

L'application de la révision à la hausse ou à la baisse porte sur l'ensemble des prestations. Les calculs de chaque révision de prix sont effectués avec au maximum deux décimales.

L'apparition d'un nouvel indice décidée par les services de l'INSEE en remplacement de celui prévu à la présente clause s'applique de plein droit sans qu'il n'y ait besoin d'acter cette modification par avenant. De même, la disparition de l'indice fixé au présent article oblige les parties à recourir au coefficient de raccordement prévu sur le site de l'INSEE dans l'attente de la création d'un indice de substitution.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix sont appliqués.

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG PI en cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date du service fait.

➤ **Clause butoir :**

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à +5%. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Le titulaire peut solliciter une rencontre avec le pouvoir adjudicateur, lorsque la révision du prix proposée par le titulaire dépasse la hausse des 2%. A titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur pourra admettre une hausse supérieure à 2% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues le justifient. En cas de refus du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit poursuivre l'exécution du marché aux conditions de la clause butoir.

Hors cas de force majeure ou d'imprévision, les prix pratiqués à la date de début du marché sont ensuite révisables à la hausse comme à la baisse chaque année, à date d'anniversaire du marché et en cas de reconduction tacite après écoulement de la période ferme du marché.

➤ **Clause de sauvegarde**

Le présent accord-cadre peut être résilié par l'ANSM sans indemnité, dès lors que l'évolution des prix pratiqués au titre de l'accord-cadre entraînerait une augmentation annuelle de plus de cinq pour cent (5%) par rapport aux prix initialement proposés par le titulaire.

ARTICLE 8 MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Périodicité des règlements

Les paiements des factures interviendront sur la base de situations mensuelles, après validation des prestations par l'ANSM, par l'émission d'un service fait.

8.2 : Facturation

Les règlements s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique. Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire et son numéro de SIREN ;
- l'intitulé et le numéro du marché ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- la description des prestations exécutées ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC.

Les factures comme toutes les autres pièces composant l'offre ne doivent comporter aucune condition générale de vente, dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

En application de la réglementation (Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, notamment), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations particulières qui seraient nécessaires à la transmission des factures sont les suivantes :

- N° SIRET de l'ANSM : 18003611300017
- Code service : ANSM-PCREF
- numéro d'engagement : référence du bon de commande (CHMA xxx, CBDC xxx, CENG xxx), le cas échéant, le n° du marché.

Le titulaire devra avertir sans délai l'ANSM de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

8.3 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est celui fixé par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et par le code de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception et après acceptation de la facture conforme par la Personne Publique en application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

L'ANSM se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au compte indiqué à l'acte d'engagement. Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces, des justificatifs, mentions prévues au marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, il peut suspendre le délai de paiement, dans la limite d'une fois.

Dans cette hypothèse, l'ANSM doit préciser au titulaire, à l'occasion de cette suspension, les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de 30 jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité :

des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, appliqués conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 puis R 2192-31 à R 2192-36 du code de la commande publique.

- donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de

recouvrement.

8.4 Versement d'une indemnité forfaitaire automatique

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros en application de l'article R.2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à l'ANSM et y joindre les justificatifs nécessaires.

8.5 Délai de paiement des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal conformément à l'article R2192-32 du code de la commande publique. Le dépassement du délai de 45 jours peut donner lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, dans les conditions de l'article 1231-6 du code civil.

8.6 Modalités de paiement

Le règlement s'effectue à terme échu, sur la base de situations mensuelles, en fonction de l'avancement de réalisation des prestations.

8.7 Avance

Le titulaire peut bénéficier de l'avance dans les conditions et cas prévus à l'article R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

NOTA : les candidats désirant renoncer au bénéfice de l'avance doivent le préciser dans l'acte d'engagement.

8.8 Retenue de garantie

Les règlements, dont les acomptes, sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de 5,0% calculée sur le montant TTC des prestations, conformément à l'article R 2191-32 et suivants du code.

Conformément à l'article R2191-34 du code, dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande. La garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire peut également remplacer la retenue de garantie au gré du titulaire, selon les prescriptions de l'article R 2191-36 et suivants du code, le maître d'ouvrage se réservant en outre la possibilité de refuser l'(ou les) organisme (s) apportant ces garanties.

Les montants ainsi prélevés (issus de la retenue de garantie ou de la sûreté constituée pour le même objet) sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement, sauf réserves formulées par l'acheteur et non rectifiées par le titulaire, dans les conditions prévues par l'article R2191-32 et suivants du code.

ARTICLE 9 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1 Responsabilités

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des prestations qu'il a à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre pour réaliser les prestations pendant toute la durée d'exécution du marché.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du Titulaire (légalisation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements, etc...) même si ceux-ci se déplacent en dehors et dans les locaux du Bénéficiaire ; il ne peut pas exister de lien de subordination entre le personnel du Titulaire de chaque lot et le Bénéficiaire. Ainsi, pour l'organisation de la prestation, le Titulaire de chaque lot désignera au sein de l'équipe d'intervenants, un coordonnateur ou un référent en charge notamment du suivi opérationnel des prestations.

Pour l'ensemble des prestations du présent marché, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels ou préposés. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché attribué.

9.2. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

Dans tous les cas la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises, etc.

Si des problèmes relationnels surviennent en cours d'exécution du marché, l'ANSM, après une réunion avec le Titulaire, peut demander le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations.

9.3 Assurances

Le titulaire certifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile et professionnelle pour couvrir les conséquences pécuniaires pour l'ANSM de l'assurance maladie des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, dont il aurait à répondre et qui seraient causés par tout événement de son fait ou du fait de ses personnels ou de ses sous-traitants dans l'exécution des prestations.

Le titulaire doit détenir une assurance garantissant contre le vol et la détérioration du matériel de l'ANSM mis à sa disposition et dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le contrat d'assurance doit être souscrit, pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ANSM et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

9.4 Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

ARTICLE 10- CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Par sa mission, l'ANSM contribue aux objectifs de développement durable tels que définis par l'Organisation des Nations Unies. Conformément aux axes de son Contrat d'Objectifs et de Performance pour la période 2024-2028 signé avec l'État (représenté par son ministère de tutelle), l'ANSM entend développer une politique ambitieuse de responsabilité sociétale et environnementale (RSE) qui intègre les enjeux environnementaux et autres enjeux liés au développement durable.

Le titulaire est ainsi encouragé à mettre en œuvre des actions ayant pour objectif la performance environnementale et le développement durable, que ce soit dans le cadre général de son activité ou en lien avec l'exécution des prestations du présent marché.

Il prendra, dans le respect des obligations prévues dans les documents du marché et tant qu'elles sont compatibles avec les impératifs de son activité, toute mesure utile favorisant la limitation de la consommation d'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre en cours de production du service.

Il pourra être interrogé par l'ANSM sur les actions qu'il a entreprises pour favoriser la prise en compte des impératifs de développement durable et sur les objectifs qu'il a pu atteindre.

ARTICLE 11 : PENALITES

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent document ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Il est tenu compte des prolongations éventuellement accordées, par écrit motivé et signé des parties au présent marché public.

Les pénalités sont applicables de plein droit par l'ANSM dans les conditions ci-après définies.

Les pénalités sont applicables dès le 1^{er} euro, et sans mise en demeure préalable.

11.1 Pénalités pour retard

Pour tout retard d'exécution par rapport au délai fixé (délai proposé par le titulaire et ayant valeur contractuelle), ou délai fixé par l'ANSM dans le présent CCAP ou dans un bon de commande, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 euros.

Cette même pénalité sera appliquée pour non démarrage de la prestation à la date convenue entre les parties ou de retard de délai de livraison mentionné dans le bon de commande.

Pour tout manquement aux dispositions de l'article 4 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 250 euros par jour et par manquement.

11.2 Pénalités pour absence à une réunion :

Toute absence non justifiée à une réunion sera sanctionnée par une pénalité forfaitaire de 200 euros, sans mise en demeure préalable formulée par le maître d'ouvrage.

11.3 Prévoir des pénalités spécifiques fortes pour la non remise de documents dans les temps

Et aussi pour la non mise à jour régulière des documents aux articles 2.6, 2.7 et 2.8

11.4 Pénalités pour tout autre manquement au marché

Pour tout autre manquement aux dispositions du présent DCE, l'ANSM appliquera une pénalité de 50 euros par jour et par manquement.

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE

Les parties s'engagent à conserver et à ne pas divulguer, les informations et documents de quelque nature que ce soit, qu'elles auraient pu obtenir ou dont elles auraient pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Elles s'engagent à faire respecter par leur personnel le secret le plus absolu sur les informations confidentielles dont elles auraient connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Les parties entendent par informations confidentielles (liste non exhaustive), toutes les informations techniques, savoir-faire relatif aux inventions, concepts, programmes informatiques, spécifications techniques, procédés, modèles, données, code source, code objet, documentation, diagrammes, toute information financière, budgétaire, comptable ainsi que toute information relative à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les projets, les fournisseurs ou les clients.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par l'ANSM ou utilisés par lui, en dehors des besoins nécessités par l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- ne pas communiquer ces documents et informations à un tiers à l'exception des personnes ayant qualité pour en connaître au titre du présent accord-cadre ; s'assurer également que leur diffusion au sein de la société ne concerne que les personnes à qui elles sont strictement nécessaires pour l'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers (enregistrements sonores, prises de vues...) en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- assurer la sécurité permanente de la base de données ;
- à informer son personnel ou ses sous-traitants éventuels de leur obligation de confidentialité, discrétion et de sécurité ;
- à prendre les mesures pour assurer la sécurité des informations et des documents pendant la phase d'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

La responsabilité du Titulaire est engagée de plein droit notamment en cas de divulgation susceptible de nuire aux intérêts de l'ANSM.

Sur demande de l'ANSM ou au plus tard au terme de sa mission, le Titulaire s'engage à :

- retourner l'ensemble des informations et données, y compris leurs copies ou toutes autres reproductions ou représentations ayant été réalisées ;
- détruire toutes analyses, notes, synthèses, comptes rendus ou autres documents dans la mesure où ils reprennent ou décrivent des informations ou données de l'ANSM. A ce titre, Il fournit à l'ANSM une attestation écrite confirmant cette destruction.

Cette clause continue de lier les Parties et leurs ayants droits après expiration du contrat, dans une limite de cinq ans.

Le Titulaire est délié de l'obligation de confidentialité au cas où la divulgation des informations confidentielles de l'autre partie serait exigée par la loi, les règlements ou par une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre et prouver l'existence d'un droit en vertu du présent marché.

N'entrent pas dans le cadre de la confidentialité, les informations dont la partie peut apporter la preuve :

- qu'elles sont entrées dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles aient été déjà connues d'elle antérieurement pour les avoir reçu d'un tiers de manière illicite ;
- qu'elles sont le résultat de travaux internes entrepris de bonne foi par les membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces informations confidentielles ;
- que leur divulgation est autorisée par écrit par l'autre partie.

En outre, au titre des règles de déontologie en vigueur et notamment de la prévention des liens et/ou conflit d'intérêt, le titulaire s'engage à déclarer pendant toute la durée d'exécution des prestations toute éventuelle situation pouvant entrer en contradiction avec lesdites règles. En cas de besoin, l'ANSM tient à la disposition du titulaire un formulaire type pouvant être utilisé pour effectuer sa déclaration. Il n'appartient pas au titulaire de qualifier ou interpréter la nature du lien/conflit d'intérêt mais de le déclarer

ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

13.1 Définition

Aux fins du présent marché public, et notamment concernant cet article, les termes « données à caractère personnel », « traitement », « limitation du traitement », « fichier », « responsable de traitement », « sous-traitant », « destinataire », « tiers », « consentement », « violation de données à caractère personnel », « autorité de contrôle » ont la même signification que dans le Règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »).

Par Données, sont entendues, les données à caractère personnel traitées par l'ANSM au titre du présent marché public.

Par Traitements, sont entendus les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par l'ANSM au titre du présent marché public.

13.2 Responsabilité du traitement

L'Agence Nationale de la Sécurité du Médicament (ANSM) est responsable du traitement.

13.3 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services tels que précisés dans les documents du marché public.

La nature des opérations réalisées sur les données est précisée dans les documents du marché public. La ou les finalité(s) du traitement sont : la rédaction de compte rendu et de documents de synthèse pour le compte de l'ANSM.

Les données à caractère personnel traitées sont notamment les données à caractère personnel courantes tels que l'état civil, l'identité et les données d'identification des personnes assistants aux réunions.

Les catégories de personnes concernées sont principalement les agents de l'ANSM, les intervenants extérieurs invités lors de réunions et enregistrements sonores.

Pour l'exécution du service objet du présent marché public, le responsable de traitement s'engage à mettre à la disposition du sous-traitant (titulaire du marché public) les informations nécessaires à la réalisation de la prestation.

13.4 Dispositions générales

Les supports informatiques et documents fournis par l'ANSM au sous-traitant (titulaire du marché public) restent sa propriété.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le sous-traitant prend connaissance à l'occasion de l'exécution du marché public.

Conformément aux dispositions du règlement européen sur la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016 et de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ✓ Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au présent marché public, l'accord préalable de l'ANSM est nécessaire ;
- ✓ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ✓ Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du sous-traitant (titulaire du marché public) peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-25 et 226-17 du nouveau code pénal.

Le Pouvoir adjudicateur (ANSM) pourra prononcer la résiliation immédiate du présent marché public, sans indemnité en faveur du sous-traitant (titulaire du marché public), en cas de violation du secret professionnel et du non-respect des dispositions précitées.

13.5 Obligations du sous-traitant (titulaire du marché public) vis-à-vis des responsables de traitement

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance.
2. Traiter les données conformément aux documents du présent marché public et instructions de l'ANSM. Si le sous-traitant (titulaire du marché public) considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement. En outre, si le sous-traitant (titulaire du marché public) est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public.

4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

6. Sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, «le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter leurs objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

7. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant (titulaire du marché public) des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique à : dpo@ansm.sante.fr

8. Notification des violations de données à caractère personnel

Sans préjudice des dispositions mentionnées dans le marché public et relatives aux engagements prévus en matière de sécurité, le sous-traitant (titulaire du marché public) notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a pris connaissance, par courrier électronique adressé à : dpo@ansm.sante.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

9. Aide du sous-traitant (titulaire du marché public) dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

10. Mesures de sécurité

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;

- Mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité adaptées prévues par les documents du marché public.

11. Sort des données à caractère personnel

Au terme de l'exécution du présent marché et selon le choix de l'ANSM, le Titulaire renvoie toutes les données à caractère personnel à l'ANSM ou au tiers désigné par l'ANSM.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies de données détruites, le Titulaire ou son sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

12. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant (titulaire du marché public) communique aux responsables de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données dès la notification du présent marché, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou à défaut l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

13. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant (titulaire du marché public) déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des responsables de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées des responsables de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

14. Documentation

Le sous-traitant (titulaire du marché public) met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, par le responsable du traitement ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.

13.6 Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant (titulaire du marché public)

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant (titulaire du marché public) les données visées aux 16.1 et 16.3 du présent article ;
- Formaliser par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous- traitant (titulaire du marché public);
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant (titulaire du marché public);
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits auprès du sous- traitant (titulaire du marché public).
- Fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

ARTICLE 14 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, le titulaire se verra notifier une mise en demeure de régulariser sa situation. En l'absence de régularisation, le titulaire encourt des pénalités d'un montant de 45 000 euros si il s'agit d'une personne physique et de 3 ans d'emprisonnement et de 225 000 euros s'il s'agit d'une personne morale, ou la rupture du marché, sans indemnités et à ses frais.

ARTICLE 15 : RESILIATION

15.1 Résiliation pour faute du titulaire

Le marché peut être résilié de plein droit pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- non-respect des obligations contractuelles ;
- le Titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires;
- le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- le Titulaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné au Code de la commande publique ;
- inexactitude des renseignements au titre de sa situation prévus par le code de la commande publique ;
- le Titulaire n'est pas à jour du paiement de ses cotisations d'assurance-chômage ;
- atteinte du plafond des pénalités fixé à l'article « pénalités » ;
- refus du paiement des pénalités prévues au présent CCAP ;
- refus deux fois de suite de se conformer à une mise en demeure de l'ANSM ;
- retard de plus de 60 jours calendaires dans l'exécution des prestations ;
- défaut de désignation ou récusation de l'intervenant remplaçant un intervenant défaillant.

En cas de non-respect de l'article L.8222-6 alinéa 2 du Code du travail par le Titulaire, l'ANSM peut résilier le marché avec effet immédiat si dans un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure, le Titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

En cas de défaillance du titulaire et lorsque la reprise du contrat par un autre opérateur économique n'est pas rendu nécessaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG-Prestations intellectuelles

La décision de résiliation n'est notifiée qu'après que le Titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours ouvrés.

La résiliation du marché pour faute du Titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité. En tout état de cause, la résiliation du marché passé sans minimum ne donne droit à aucune indemnisation, l'ANSM ne s'étant engagé sur aucun montant de commande.

15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'ANSM peut mettre fin unilatéralement à l'exécution du marché public pour motif d'intérêt général. Cette décision de résiliation, notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification.

La réalisation pour motif d'intérêt général est soumise aux dispositions de l'article 39 du CCAG-PI

Suivant les dispositions de l'article R2191-31 du code de la commande publique, le Titulaire perçoit à sa demande le montant proposé par l'ANSM à défaut d'accord sur le montant de l'indemnité.

ARTICLE 16 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 27 du CCAG-Prestations Intellectuelles, l'ANSM peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations du marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute.

S'il n'est pas possible à l'ANSM de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le Titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'ANSM.

ARTICLE 17 : LITIGES ET TRIBUNAL COMPETENT

Préalablement à tout recours contentieux, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution du marché et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

A défaut, tout litige survenant de l'application du présent document sera du ressort des Tribunaux compétents.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

➤ Intégrité du marché public

Si une des clauses du présent CCAP ou de l'un des documents constitutifs du marché public est nulle au regard de la loi française en vigueur et/ou d'une disposition d'ordre public international, seule la clause visée est réputée non écrite, le CCAP demeurant valable pour le surplus. Les parties négocient de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

Le fait que le pouvoir adjudicateur n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du marché public ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation.

ARTICLE 18 : DÉROGATIONS AU CCAG- PI

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG- PI

Nature de la dérogation	C.C.A.G/ PI	C.C.A.P
Pièces constitutives du marché	4.1	4
Pénalités	14	15